

**L'EDITO**

de Franck Vilijn,  
Président du Grépic

## → UN NOUVEAU MONDE S'OUVRE DEVANT NOUS

Alors que s'annonce enfin la sortie de crise sanitaire, un nouveau monde s'ouvre devant nous, qui place la santé et le bien-être au centre de notre avenir commun.

En Centre-Val de Loire, l'échelle régionale a permis de fédérer tous les partenaires du territoire (autorités locales, entreprises, corps enseignant, société civile, ...) autour d'une réelle dynamique industrielle et sociale, qu'il nous faut maintenant entretenir et valoriser.

Nous allons donc continuer d'approfondir les liens avec l'ensemble des parties prenantes pour être acteur à part entière du changement, alors que l'engagement sociétal et environnemental de nos entreprises a radicalement changé de dimension dans la pandémie.

Il est temps de reprendre une vie normale, dynamique et interactive avec l'ensemble de nos collaborateurs et partenaires en faisant vivre ces engagements au quotidien, de manière concrète, sur le terrain.

Bel été à tous !

## SOMMAIRE

### P. 1-2 : DOSSIER

Une convention Leem et Grépic pour renforcer les liens

### P. 3 : STRATÉGIES

Chiesi France, premier laboratoire pharmaceutique « Société à mission »

### P. 4-5 : EN DIRECT DES COMMISSIONS

### P. 6-8 : LA VIE DES ADHERENTS

- CDM Lavoisier change de dimension à la Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher)
- Franc succès pour le 7<sup>e</sup> Challenge de Servier Gidy (Loiret)
- Merck Semoy poursuit sur sa lancée (Loiret)
- La dynamique d'apprentissage comme moteur de transformation chez Novo-Nordisk (Eure-et-Loir)
- Chemineau Vouvray s'attaque à ses déchets (Indre-et-Loire)
- Portrait chinois de Martine Pitou, responsable de la communication interne chez LEO Pharma à Vernouillet (Eure-et-Loire)

## → UNE CONVENTION LEEM ET GRÉPIC POUR RENFORCER LES LIENS

Après le GIPSO en Sud-Ouest, le GIMRA en Auvergne, l'AFIPRAL en Rhône-Alpes, c'est au tour du Grépic de signer une convention de partenariat avec le Leem pour resserrer les liens avec l'écosystème de la santé en Centre-Val de Loire. L'enjeu est autant d'aligner les axes de progrès sur le plan national et régional, que de trouver les bonnes synergies pour défendre les intérêts de la filière au plus près des besoins.

Le 1<sup>er</sup> février dernier, Philippe Lamoureux, directeur général du Leem, et Franck Vilijn, président du Grépic, ont signé une convention de partenariat avec la volonté réciproque de structurer la collaboration et les échanges entre les deux organisations et, au delà, avec l'ensemble des groupements professionnels pour mutualiser les connaissances et parler d'une seule voix à l'échelle nationale. « La volonté du Leem est de créer un réseau de partenaires régionaux visant à dynamiser le développement de l'écosystème de la recherche et de l'innovation pour faire face aux enjeux de la santé demain, » note Pascal Le Guyader, directeur général adjoint du Leem, notamment en charge de l'emploi et des affaires industrielles. Avec l'enjeu de fédérer largement et de renforcer le maillage dans les territoires, ce qui permettra de mieux comprendre les besoins et attentes des sites industriels et de les intégrer efficacement dans les stratégies nationales.

### De la cohérence et convergence à tous les niveaux

Au programme de la convention Leem et Grépic : le partage d'information, l'accès réciproque aux instances, être le relais des messages et un maillon facilitateur à l'échelle régionale pour l'organisation d'événements (par exemple forum premier emploi, accélérateur PME, ...), donner corps à des conventions croisées et groupes de travail mixtes. Ce qui compte pour le Leem est d'avoir une plus grande perméabilité et interaction sur les sujets d'intérêt d'ordre pratique (emplois, formation, qualité, RSE, fiscalité, réglementation, ...), d'assurer la cohérence et la convergence dans les messages et d'avoir un effet démultiplicateur sur les projets de développement régional et local pour gagner en visibilité lors des élections législatives, régionales et présidentielles. « Ces accords vertueux et nécessaires formalisés avec le GIPSO, le GIMRA, l'AFIPRAL et le Grépic vont permettre de mutualiser les travaux et peser dans les débats, » continue-t-il. Nouvel accord cadre, Comité stratégique de filière (CSF), CSIS et PLFSS 2021... les occasions ne manquent pas de défendre les entreprises de santé dans un secteur stratégique pour l'indépendance sanitaire.

### Un atout pour le tissu industriel

Le Centre-Val de Loire est l'une des premières régions en France pour la production de médicaments avec une cinquantaine de sites industriels représentant un peu moins de 10 000 emplois dans ce secteur. Avec la présence d'acteurs de renom impliqués dans la dynamique des vaccins et la relocalisation comme les façonniers Delpharm, Recipharm et Fareva, mais aussi des laboratoires français (Sanofi, Servier, Pierre Fabre, Ipsen, ...) et étrangers (Chiesi, Novo Nordisk, Merck Serono, LEO Pharma...) qui investissent fortement dans les territoires. Cet écosystème vertueux exporte plus de 4 milliards d'euros de produits pharmaceutiques (12% du total français, 4<sup>e</sup> rang) et contribue à une balance commerciale excédentaire de 2,6 milliards d'euros

(second rang derrière la Normandie à 2,7 milliards d'euros), selon les chiffres du Leem 2019.

« La région Centre s'est distinguée en créant 1200 emplois ces dix dernières années, alors que la filière pharmaceutique passait sous la barre des 100 000 emplois en France, » pointe Franck Viliijn, également directeur industriel des Laboratoires Chiesi engagés dans un plan d'investissements de 50 millions d'euros sur son site de la Chaussée-Saint-Victor, près de Blois, pour créer une nouvelle unité de production d'aérosols carbone neutre. Avec à la clé, la création d'une cinquantaine d'emplois d'ici quatre ans. Des projets rendus possibles aujourd'hui grâce à la proximité créée avec les autorités régionales et les collectivités territoriales, pour maintenir la compétitivité des entreprises de santé. C'est un effet d'entraînement vertueux qu'entretient le Grépïc entre les sites industriels de la « pharma valley », qui animent ses sept commissions (Production, Assurance Qualité, Maintenance, HSE, RH, Achats, Supply Chain), un atout majeur pour préserver le tissu industriel et attirer les investissements.

## Évènement fédérateur

« Pour le Grépïc, la convention signée avec le Leem fait sens pour garder le lien avec la réalité du terrain, note Franck Viliijn. Elle s'inscrit dans le prolongement des inter-groupements que le Grépïc a précédemment organisés entre les régions. Le Leem sera maintenant présent au sein de nos groupements pour une meilleure connaissance des problématiques des sites de production. Sa force de représentation dans la filière permettra de fédérer, coordonner et mutualiser le capital savoir et compétences entre les régions. » Prochain rendez-vous à ne pas manquer : un évènement fédérateur organisé par le Leem, prévu à l'automne et rassemblant les quatre organisations professionnelles : GIP-SO, GIMRA, AFIPRAL et le Grépïc. « Une journée de réflexion et d'échanges de bonnes pratiques au travers d'ateliers pour se rencontrer et se nourrir des expériences des uns des autres pour faire du scénario de croissance une réalité solide » annonce Marie Schmidt, chargée de coordination de projets au Leem.

Contact : [mschmidt@leem.org](mailto:mschmidt@leem.org)

## Pour leur première rencontre, le Leem et le Grépïc se retrouvent à l'IMT de Tours (Indre-et-Loire)

Le 14 juin dernier, la rencontre entre le Leem et le Grépïc a permis d'acter leur rapprochement dans les locaux du Groupe IMT à Tours, un choix stratégique et un signal fort de dynamisme pour la région. Partenaire essentiel du Grépïc, l'IMT est un acteur clé de la formation aux métiers de l'industrie pharma et cosmétique, notamment sur l'axe innovant des biomédicaments. L'occasion de découvrir l'Unité technique et de développement (UTD), unique en Europe sur 5 000 m<sup>2</sup>, dont 2 000 m<sup>2</sup> de plateau technique pour former les apprenants dans des conditions réelles sur les équipements des

laboratoires pharmaceutique. Et pour le Grépïc, de présenter la spécificité de son organisation professionnelle basée sur le bénévolat, l'entraide et l'échange d'informations. « Nous avons évoqué l'axe de la formation, l'attractivité et la compétitivité de nos territoires, en faisant le lien entre les adhérents du Leem, les sites du Grépïc, et le soutien de nos élus locaux et territoriaux, » commente Franck Viliijn, son président. Au cœur d'un écosystème riche qui abrite le Groupe IMT, l'Université de Tours et d'Orléans, Bio<sup>3</sup> Institute, Polytech Chartres et Orléans, HEI Châteauroux, INSA CDVL Blois, ...



De gauche à droite : Pascal Le Guyader (directeur général adjoint du Leem), Marianne Bardant (directrice des affaires juridiques et conformité du Leem), Xavier Monjanel (vice-président Grépïc et président de la Fondation Philippe-Maupas), Franck Viliijn (président du Grépïc), Laurent Gainza (directeur des affaires publiques du Leem), Marie Schmidt (chargée de coordination des projets au Leem), Philippe Lamoureux (directeur général Leem), Malo Gayrin (responsable des relations du travail et des relations adhérents au Leem), Christelle Maréchal (secrétaire permanent du Codeem), Hervé Galtaud (directeur général Groupe IMT), Patrice Martin (président Groupe IMT), Éric de Branche (directeur de la communication du Leem), Thomas Borel (directeur recherche, innovation, santé publique & engagement sociétal au Leem), Éric Baseilhac (directeur accès économie export au Leem), Pascal Lefort (directeur industriel Chemineau et président de la Commission Production du Grépïc), Géraud Papon (directeur de SH Consulting et président de la Commission Achats du Grépïc).



## ➔ CHIESI FRANCE, PREMIER LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE « SOCIÉTÉ À MISSION »

Introduite par la loi Pacte, la qualité de « société à mission » résonne avec la nature familiale du laboratoire Chiesi, dont l'engagement est de prendre soin des patients et de la planète aujourd'hui pour demain. Chiesi France affirme ainsi ses convictions et ses ambitions économiques, environnementales et sociétales.

En amont des discussions engagées dans le cadre de la loi Pacte, une première réflexion avait été engagée par l'entreprise sur sa raison d'être. « Devenir société à mission était un cheminement naturel pour la filiale du groupe italien spécialisé dans le respiratoire, la néonatalogie, les maladies rares et la médecine de spécialité, » note Camille Lemaître en charge de la RSE chez Chiesi France. Cet engagement s'inscrit en cohérence avec le modèle de l'entreprise : adoption des objectifs de développement durable des Nations Unies (2017), mise en place d'un programme de sensibilisation au développement durable en interne (We Actively Care For Tomorrow en 2018) et certification B Corporation au niveau mondial (2019). « La décision s'inscrit dans la stratégie de l'ensemble des filiales du Groupe qui s'engagent sur des dispositifs similaires : en Italie (Società Benefit) et aux Etats-Unis (Benefit Corporation). »

### Une démarche progressive et collective qui s'inscrit dans la durée

Chiesi France a modifié son statut juridique en avril dernier pour intégrer sa mission : « prendre soin des patients et de la planète aujourd'hui pour demain » au travers d'engagements concrets. Le premier : innover avec ses parties prenantes pour apporter des solutions en santé, prenant en compte les besoins des patients, des aidants et des professionnels. « Par exemple, nous travaillons avec des sociétés savantes, des professionnels de santé et des associations de patients à la mise en place de services à valeur ajoutée utilisant l'intelligence artificielle pour renforcer la qualité de vie du patient », note-t-elle.

Plusieurs actions vont dans le sens du second engagement : agir ensemble pour le développement et le bien-être de tous les collaborateurs, ainsi que pour la diversité et l'inclusion. Chiesi France est notamment certifié Great Place To Work depuis 2020, et a déployé des partenariats avec des associations telles que Sport dans la ville et les Écoles de la 2<sup>e</sup> chance pour faciliter l'intégration des jeunes dans la vie active.

Le troisième engagement vise à contribuer à la protection de l'environnement et de la société au travers d'actions responsables dans l'ensemble de ses activités. Chiesi s'est engagé à être carbone neutre d'ici 2035. Dans le cadre de cet objectif, Chiesi est le premier laboratoire à concevoir, fabriquer, et mettre à disposition des patients un aérosol-doseur médicamenteux à empreinte carbone minimum dans le domaine du respiratoire (asthme et Broncho-Pneumopathie Chronique Obstructive BPCO). Ce nouveau dispositif sera produit sur son site industriel de la Chaussée-Saint-Victor, près de Blois (Loir-et-Cher).



L'ensemble de ces engagements sera suivi et évalué par un Comité de mission, constitué de douze membres dont cinq collaborateurs Chiesi et sept parties prenantes externes (associations de patients, professionnels de santé, fournisseurs, parlementaires, et experts). « Il sera en charge du suivi de l'exécution de la mission, et se réunira pour la première fois en septembre prochain » conclut-elle. Chiesi France fait également partie de la Communauté des Entreprises à Mission.



« Nous travaillons avec nos parties prenantes, notamment nos fournisseurs, afin de favoriser des critères responsables et vertueux dans l'ensemble de nos pratiques » note **Camille Lemaître**, en charge du Comité de mission de Chiesi France.

### ➔ Un engagement de longue date

- 2005** Création de la Fondation Chiesi
- 2017** Adoption des objectifs de développement durable des Nations Unies - Programme We Actively Care for Tomorrow pour sensibiliser les collaborateurs au développement durable
- 2019** Certification Benefit Corporation (B-Corp) – Objectif Carbone Neutre en 2035 – Annonce d'un investissement à hauteur de 350 millions d'euros dans la fabrication des premiers aérosols-doseurs médicamenteux à empreinte carbone minimum.
- 2020** Raison d'être intégrée dans les statuts juridiques de l'entreprise
- 2021** Chiesi, premier laboratoire pharmaceutique Société à mission

## → EN DIRECT DES COMMISSIONS

### La Commission Achats vertueuse et durable

Près d'une cinquantaine de responsables Achats de laboratoires et façonniers (Servier, Ipsen, Chiesi, Delpharm, Chemineau, Innothéra, ...) étaient présents le 19 janvier dernier à la conférence « *acheter autrement* » de la Commission Achats du Grépïc, pilotée par Géraud Papon, dirigeant de SH Consulting. La plupart des sites ont initié des plans de progrès contribuant à réduire les coûts, encourager l'innovation, ou améliorer les relations avec les fournisseurs dans le sens d'un partenariat durable, avec un effet levier auprès de l'ensemble des partenaires. Plusieurs chantiers sont ainsi engagés : communauté d'acheteurs durables chez Servier, charte d'achats responsables au LFB, sécurisation des approvisionnements chez Delpharm, réduction des emballages à la source et réflexion sur l'éco-conception chez Expanscience, Chemineau, Innothéra,....

« *Les démarches de cartographie des risques et d'éco-conception ont prouvé qu'elles étaient facteurs de motivation au niveau des équipes Achats, mais aussi de reconnaissance par la direction et le reste de l'entreprise, et appréciées par les patients,* » note Sabine Jean-Dubourg qui a passé dix ans à la direction des achats responsables chez MEDA, le laboratoire de la Betadine® puis Mylan, avant de créer The A Lab® qui accompagne aujourd'hui les industriels dans l'adoption de pratiques d'achats vertueuses. « *Les remote audits contribuent également à réduire les déplacements et l'empreinte carbone* » note Géraud Papon.

Le 20 avril, la Commission Achats s'est réunie autour de Magali Derey, ancienne KAM de fournisseurs d'articles primaires (Berry Global, SGD, Schott), pour un retour d'expérience sur les relations avec les laboratoires.



Sabine Jean-Dubourg © DR

« *Le premier semestre a été marqué par une activité forte dans une situation croissante de tensions des approvisionnements et des matières de base : plastiques, carton, ...* » pointe Géraud Papon, qui donne rendez-vous à la Commission Achats le 23 septembre pour une nouvelle session à distance sur les achats de catégorie C.

### La Commission Supply Chain prépare un serious game en octobre

Le webinar de mars dernier a porté sur une nouvelle méthode de planification et de pilotage de la supply chain, baptisée en anglais Demand Driven Material Requirement Planning (DDMRP), en complément des systèmes MRP (Material Requirement Planning) classiques. La session mixte avec la Commission Achats était animée par Caroline Mondon pour l'Association francophone de supply chain management avec laquelle le Grépïc a noué un partenariat depuis cette année. Avec l'idée de mettre en avant ce que le changement impliquait pour les sites en terme de paramétrage, formation et coût auprès de la dizaine de laboratoires et façonniers présents. « *En complément de nos systèmes de gestion de la production, ces nouveaux logiciels viennent nous aider à adapter les stocks et gagner en agilité,* » explique Stéphane Le Moine, directeur supply chain chez Fareva Amboise, qui pilote la Commission SC. Pour la prochaine session en octobre, Stéphane Le Moine donne rendez-vous à Fareva Amboise pour participer à un serious game grandeur nature. Le scénario ? « *Le logiciel permet de simuler la vie d'une entreprise en difficulté. Chaque équipe jouera un service particulier (production, achats, finances, supply chain, ...) pour essayer de la redresser.* » Une expérience originale et ludique à vivre à plusieurs !

### Brainstorming à l'IMT de Tours pour la Commission Production



Par deux fois, les 15 janvier et 21 mai derniers, la Commission Production a élu domicile à l'IMT de Tours. La première fois pour discuter de formation, polyvalence entre production et maintenance, et présenter la GPEC de différents sites. « *L'intérêt était de montrer comment faire évoluer notre personnel entre la fabrication, le conditionnement et la maintenance,* » note Pascal Lefort, directeur industriel de Chemineau, à la tête de la Commission Production.

Avec une tendance croissante : l'opérateur de production s'occupe de plus en plus de la maintenance de premier niveau afin de concentrer la responsabilité du technicien de maintenance, de plus en plus rare, sur les opérations de prévention et les projets d'amélioration continue. De nouvelles formations sont en cours à l'IMT pour répondre aux besoins : un cursus de technicien de maintenance industriel pour la pharmacie et la cosmétique ainsi qu'un mastère spécialisé de Responsable de projet sur l'industrialisation cosmétique, en ligne avec les enjeux actuels d'industrie 4.0 (automatisation, analyse de données). En complément, Chemineau est intervenu sur la GPEC et Servier a présenté ses plans de formation maintenance, faisant la part belle à la mécanique, l'automatisme, les mathématiques et la physique, pour aider ses opérationnels à mieux comprendre le procédé de fabrication.

Le 21 mai, la session a commencé par une visite du Bio<sup>3</sup> Institute par Francis Poisson, son directeur. Avant d'enchaîner sur les cascades de décisions et les rituels du matin au niveau des chefs d'équipe, des responsables et des Codir. Un sujet qui a largement mobilisé autour des présentations et témoignages de Chemineau, Servier, Fareva, Thepenier et Delpharm. « *L'enjeu était de savoir quelle autonomie laisser à l'opérateur pour maintenir la performance* » pointe Pascal Lefort. Le second thème traité se rapporte aux tableaux de bord et aux indicateurs clés pour piloter les ateliers de production.

Rendez-vous le 24 septembre 2021 dans les locaux de Fareva Amboise avec au programme : le plan industriel commercial (PIC, ou processus S&OP en anglais) et l'ordonnancement des ateliers de production, un sujet plus orienté sur la supply chain.



## ➔ EN DIRECT DES COMMISSIONS

### La Commission HSE sensibilise à la sécurité

La session du 10 juin dernier a rencontré un fort succès auprès de ses 17 participants, intéressés de partager l'actualité de leurs sites. Parmi les sujets récurrents : la gestion de la crise sanitaire (cas Covid-19, cas contacts, potentiels clusters, ...) et les inspections des autorités. « *La crise sanitaire est globalement bien maîtrisée sur les sites qui maintiennent leurs mesures de protection sanitaires jusqu'en septembre* » pointe Valérie Douhaud, responsable HSE chez Expanscience à Epernon (Eure-et-Loir) qui pilote la Commission HSE. Certains comme Chemineau ont partagé leur expérience sur la mise en place d'une gestion déléguée des déchets.

De nombreux échanges ont également eu lieu entre sites concernant la culture sécurité pour réduire les accidents. À ce jour, le taux d'accident est très faible dans l'industrie pharmaceutique à 11,26 accidents pour un million d'heures de travail. « *Mais depuis plusieurs années, nous atteignons un niveau palier de maîtrise du risque dans nos sites en dessous duquel nous n'arrivons plus à descendre facilement*, » constate-t-elle. La plupart des sites invitent donc leurs collaborateurs à se responsabiliser et à la prudence au travers de démarches axées sur l'humain. « *Nous sommes tous passés au management basé sur la bienveillance, mais il faut rester vigilant et intransigeant sur le respect des règles de sécurité*, » pointe-t-elle. Certains sites renforcent le coaching à l'égard des encadrants pour faire évoluer la culture sécurité.

Parmi les autres sujets d'intérêt, Innothera est passé à la dématérialisation de ses plans de prévention pour les entreprises extérieures et protocoles de sécurité pour les transporteurs. C'est le second site à passer le pas après Pierre Fabre.

D'autres sites ont investi dans des équipements complémentaires de traitement pour le rejet d'eaux usées. C'est le cas de TriRx Pharmaceutical Services LLC (anciennement Merck) à Segré.

Les discussions ont également été tambour battant sur les cyber attaques. « *Nous avons été plusieurs sites concernés sur la première partie de l'année*, » reconnaît-elle. Avec une leçon à retenir : garder les copies papier des rapports réglementaires en cas d'audit ou d'inspection. La Commission HSE a hâte de se retrouver le 9 septembre, à Mayenne, chez GSK, si le contexte sanitaire le permet. Au programme : un nouveau point sur la culture sécurité, la tarification sur les redevances sur l'eau (régime pollueur payeur) et le retour d'expérience sur les logiciels de dématérialisation des outils de prévention.

### La Commission Maintenance cherche des solutions à la pénurie de pièces et de techniciens

La Commission s'est réunie le 10 février et le 20 mai 2021 pour partager sur des sujets divers de maintenance. Un point a été fait sur les bonnes pratiques en matière de résines de sol, les connexions à distance liées à des cyber-attaques potentielles, les différentes organisations de maintenance liées au recrutement difficile de techniciens. « *Certains sites prennent des étudiants en alternance, mais il n'y a pas de solution magique*, » constate Loïc Priou, responsable maintenance d'Expanscience qui pilote la Commission Maintenance. Les discussions ont permis de faire un point sur l'activité des sites qui a bien repris, malgré les pénuries. « *Les délais d'approvisionnement se rallongent sur certaines pièces, notamment les filtres sur les systèmes d'eau, note-t-il. Cela pousse à la vigilance et à la gestion du stock par anticipation*. » En outre, tous les sites ont en ligne de mire la neutralité carbone à l'horizon 2030. L'objectif est le même, mais certains sites sont plus en avance que d'autres. Ce qui donne lieu à un large partage d'informations (changement de groupe froid...). Pour la rentrée, la prochaine session aura lieu fin septembre en présentiel.

### 3 questions à Pierre Génot, directeur qualité chez les Laboratoires Servier Industrie qui pilote la Commission Assurance Qualité



**Vous avez mené une session mixte Contrôle Qualité / Assurance Qualité le 29 janvier dernier. A-t-elle eu du succès ?**

C'était une première commission mixte sur l'assurance qualité et le contrôle qualité qui a largement mobilisé, puisque nous étions 25 laboratoires en visioconférence. Le sujet portait sur les « holding times », c'est-à-dire le temps pendant lequel on peut conserver des encours de fabrication sans que cela soit préjudiciable à la qualité du produit fini. Nous avons abordé les différentes méthodologies possibles afin de construire un scénario idéal pour garantir la stabilité de nos encours de production. C'est une question de plus en plus stratégique pour les laboratoires, souvent abordée par les inspecteurs lors des audits.

**Que retenir de la session du 29 juin dernier ?**

Nous avons abordé l'animation qualité sous plusieurs aspects, à commencer par la cascade des indicateurs à synchroniser du comité exécutif jusqu'aux opérateurs pour garantir l'alignement stratégique.

Nous avons discuté des bienfaits de la présence terrain de l'assurance qualité, du degré de confiance à établir entre les équipes de production et qualité, ou encore de l'importance de la responsabilisation de chacun à son poste pour gagner en vigilance.

Le sujet de la prévention et de la gestion des erreurs main d'œuvre est au cœur des préoccupations communes de l'ensemble de nos laboratoires. Des propositions de logigrammes pour identifier les causes racines ont été présentées.

Une fois de plus la gestion des risques a été au centre des débats avec la nécessité d'adapter le degré de vigilance en fonction de l'étape considérée.

**Et pour la suite ?**

Il est prévu une prochaine conférence à l'automne.

Un sondage sera envoyé auprès des adhérents en septembre pour identifier les sujets d'intérêt prioritaires.

## → VIE DES ADHÉRENTS

### CDM Lavoisier change de dimension à la Chaussée-Saint-Victor

Avec son partenaire IDEC SANTE, CDM Lavoisier s'est engagé dans un vaste programme d'extension de ses capacités et de réaménagement de son site blésois. Une évolution majeure et un projet fédérateur, selon son directeur Marc Simon, pour répondre à la forte demande de médicaments injectables et divers solvants.

Pour augmenter ses capacités de production d'ampoules en verre et plastiques proches de la saturation (30 millions d'unités), CDM Lavoisier engage des investissements significatifs de l'ordre de 9 millions d'euros, soutenus à hauteur de 1,6 millions d'euros dans le cadre de l'AMI Capacity. « Une première phase l'année dernière a permis de préparer le site et les besoins en énergie à l'augmentation des nouvelles capacités, » présente Marc Simon. Avec l'installation d'équipements de pointe aux nouvelles normes environnementales: une chaufferie en vapeur industrielle, un transformateur électrique et un groupe froid centralisé. Le projet inclut également l'extension de la capacité de stockage en produits finis et composants primaires de production de 1 000 m<sup>2</sup>, soit une hausse de 50%.

#### Doubler les capacités

« Depuis mai 2021, nous sommes entrés dans la seconde phase du programme pour installer une quatrième ligne de remplissage, destinée à la



production d'ampoules plastique, procédé blow-fill-seal » explique-t-il. Cette technologie permet de mouler l'ampoule plastique à partir de granules de polymère, de la remplir, puis de la sceller, en une seule opération. Il s'agit d'une nouvelle ligne versatile pour fabriquer des ampoules plastiques multi-formats (1 à 5 ml) et multi-produits avec une capacité de production d'environ 18 millions d'unités supplémentaires, soit une augmentation de 50% par rapport aux capacités actuelles. Les étapes de qualification et de passage en production sont prévues à horizon janvier 2023.

« Notre marché historique est l'hôpital notamment en fournissant l'AP-HP qui a besoin de médicaments injectables stériles en grands volumes pour la perfusion, explique le directeur. Mais depuis quelques années, les demandes sont plus fortes pour des applications en ville, depuis la sortie de la réserve hospitalière de médicaments pour des soins de suite et l'Hospitalisation à domicile (HAD). » L'activité à façon progresse également, en particulier sur les petites et moyennes séries en taille de lots. Au-delà, la nouvelle ligne permettra d'accueillir des relocalisations de produits en forte demande pendant la crise de Covid-19.

« Au final, ces projets d'investissements sont fédérateurs auprès de nos 125 collaborateurs, très impliqués au quotidien, » conclut le directeur qui prévoit un programme d'embauche d'une dizaine de personnes sur différentes fonctions sur les prochaines années.

### → Franc succès pour le 7<sup>e</sup> Challenge de Servier Gidy

Le site de Servier Gidy est l'un des plus importants du Groupe, rassemblant plus de 1000 collaborateurs (CDI/CDD et intérimaires) dans le Loiret. Parmi eux, 220 ont pris part au 7<sup>e</sup> challenge interne visant à valoriser les projets portés par les collaborateurs, sur l'année passée. Autour de plusieurs axes d'amélioration : la sécurité, la qualité et la performance, incluant également le développement durable et la qualité de vie au travail. Résultat : un record de 39 projets novateurs ont été auditionnés, dont 9 primés par un jury multidisciplinaire, présidé par Stéphane Morisson, directeur des Laboratoires Contrôle Conformité, entouré de six collaborateurs (managers, techniciens, opérateurs de différents services).

Preuve du succès, la cérémonie de remise des prix a mobilisé 300 participants à distance, le 7 janvier dernier. Parmi les projets vainqueurs : une nouvelle organisation du travail dématérialisée pour l'administration des ventes (zéro papier), l'aménagement d'une salle de pause « cosy » avec des canapés

constitués de palettes recyclées, ou encore la création d'un logiciel pour centraliser les problèmes de « trouble shooting » (ou l'analyse des causes de dysfonctionnements sur les procédés de fabrication). « Au cœur de notre dynamique d'innovation et d'action, le 7<sup>e</sup> challenge a permis de valoriser les réalisations de nos équipes et de les remercier en toute convivialité, avec de beaux moments de partage et d'émotion même en mode distancié » commente Arnaud Girard, directeur du site. Poursuivant sur sa lancée, Servier Gidy se prépare à lancer l'appel à projet du 8<sup>e</sup> challenge. Avis aux intéressés !





## → VIE DES ADHÉRENTS



### INTERVIEW

## Merck Semoy poursuit sur sa lancée

3 questions à Matthieu Baudard,  
directeur du site de Merck Semoy

#### Quelle est votre ligne de conduite depuis un an ?

Arrivé chez Merck en 2007, j'ai commencé en tant que Responsable Distribution France sur le site de Meyzieu, à côté de Lyon. En 2011, je suis parti en tant qu'expatrié à Taiwan et au Japon chez Performance Materials (Chimie fine), puis retour en Allemagne, avant d'arriver le 1<sup>er</sup> juillet 2020 à la direction de Merck Semoy. Il s'agit d'un site de référence dans le réseau qui produit essentiellement des formes sèches de Glucophage, à base de Metformine, et exporte 90% de sa production, notamment vers le Japon et les pays du Moyen-Orient. Depuis mon arrivée, j'ai poursuivi le travail de croissance initié par Philippe Dumonet avec deux axes prioritaires : maintenir l'activité pendant Covid-19 et répondre à la croissance du marché du diabète de 5 à 6% par an.

#### Où en sont vos investissements ?

Nous avons investi 17 millions d'euros sur le site jusqu'en 2022. Une nouvelle ligne de granulation est entrée en pleine capacité.

Depuis début 2021, les efforts se concentrent sur l'aménagement d'un nouveau bâtiment pour l'activité conditionnement ainsi que sur l'intégration de trois nouvelles machines à comprimés Fette. Un renouvellement du parc qui va apporter plus d'efficacité avec la transformation numérique. Nous avons l'ambition d'évoluer vers l'usine 4.0 en connectant nos équipements et par la collecte des données comme source d'amélioration continue. Cela fait partie des nouvelles compétences que l'on recherche.

#### Et la dynamique d'embauche aujourd'hui ?

Le site de Merck Semoy rassemble 500 salariés. Nous avons recruté 25 personnes en CDI en 2020. Et cette année encore, nous allons pérenniser 25 postes supplémentaires. Nous avons notamment travaillé avec les organismes de formation comme l'IMT ou l'établissement Ste Croix Ste Euverte et recruté par simulation sur les compétences (MRS) avec Pôle Emploi. Une expérience probante à renouveler dans le futur.





## → VIE DES ADHÉRENTS

### La dynamique d'apprentissage comme moteur de la transformation

À Chartres, Novo Nordisk s'engage à devenir une structure apprenante, plus agile et performante. La transformation est à l'œuvre pour insuffler ce nouvel état d'esprit à toute l'organisation. Avec comme clés de voute : l'écoute du terrain, l'apprentissage et la transparence sur les résultats.



Depuis décembre dernier, la transformation est à l'œuvre chez Novo Nordisk sur les manières de travailler, en s'appuyant sur les méthodes « lean » bien ancrées sur le site, l'évolution des technologies et des compétences des collaborateurs. « Notre approche est de privilégier non seulement l'excellence opérationnelle, mais aussi l'évolution des mentalités et des comportements nécessaire pour créer un effet accélérateur, » note Jérôme Vander Elst, l'un des managers du changement.

### Séquencement et implication

Dans la pratique, un diagnostic a été réalisé pour identifier les services et les sujets sur lesquels intervenir lors d'une première vague de décembre 2020 à mars 2021. « Une vague de quatre mois comprend trois temps forts pour engager des changements concrets, explique Alexandre Trivaleu, responsable qualité, avec une semaine d'observation pour confirmer le diagnostic et les gains potentiels, puis deux semaines d'ateliers pour impliquer, tester et co-construire sur le terrain et enfin, une semaine de planification pour créer un plan d'action avec le suivi d'indicateurs qui seront clés durant les 12 semaines d'implémentation. »

Chaque équipe dédiée à 100% au changement comprend quatre à cinq personnes d'horizons divers, ce qui favorise l'interaction, le décloisonnement et la diffusion de nouveaux standards. Bien entendu, la communication est essentielle pour encourager, responsabiliser et, à chaque étape réussie, marquer la victoire obtenue !

Plusieurs vagues et chantiers seront ainsi lancés dans les deux à trois ans à venir pour impliquer largement les 1200 salariés de Novo Nordisk dans la transformation. « Les chantiers actuels visent l'assurance qualité, les produits finis, la maintenance, la production aseptique et le Manufacturing Intelligence, » note Mathilde Bourges, responsable de la communication, du leadership et du développement de l'innovation. « Si nos sites veulent rester compétitifs, ils doivent apprendre en permanence et se remettre en question, » conclut Arnaud Dudermeil, responsable des relations externes.

### → Chemineau Vouvray s'attaque à ses déchets

Avec un taux de valorisation de 99%, les Laboratoires Chemineau démontrent leur engagement pour minimiser l'impact de ses déchets. En passant à la gestion déléguée avec Suez et l'optimisation des filières de tri, l'ambition est maintenant de les réduire significativement à la source pour accompagner leur transition écologique et solidaire.

Chemineau Vouvray est spécialisé dans la fabrication d'aérosols, liquides et semi-liquides, aussi bien pour des cosmétiques que des dispositifs médicaux. À la suite d'un appel d'offre, le site est passé à la gestion déléguée des déchets avec Suez, comme partenaire unique, et la présence d'un salarié à temps plein dédié à la mission depuis avril 2021. « Nous générons près de 1000 tonnes de déchets par an liés à nos productions, présente Guillaume Decrequey, son responsable HSE. Un quart est constitué de déchets classiques, principalement du carton (170 tonnes en 2020) lié aux étuis et notices prélevés sur ligne pour le contrôle qualité. Les trois-quarts dits dangereux sont issus de notre laboratoire qualité (acides, bases, solvants,...) pour le nettoyage des machines et lignes de conditionnement. » Après un audit réalisé par Suez, plusieurs pistes d'amélioration ont été mises en avant pour améliorer l'organisation, qui sont autant de sources de gains grâce au bon usage des filières de tri.

### Optimiser la démarche

L'arrivée d'un salarié expert a déjà permis de mieux identifier les déchets du site et les filières de tri (recyclage, incinération et méthanisation). Reste à optimiser la démarche pour in fine en générer moins et réduire significativement à la source. Au delà, ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la transition écologique du site et du Contrat de transition écologique du Pays de Loire Touraine. À l'occasion de la visite d'Agnès Pannier-Runacher en septembre 2020, les Laboratoires Chemineau ont annoncé un plan d'investissement de 5 millions d'euros sur trois ans pour assurer leur transition écologique, ainsi que l'embauche de quatre jeunes en Volontariat Territorial en Entreprise (VTE). Parmi eux, Elsa Mazières aide déjà à structurer la démarche RSE et de développement durable. En 2020, Chemineau Vouvray a obtenu la médaille d'argent auprès d'EcoVadis.





## → VIE DES ADHÉRENTS

### COMMUNICATION

#### Portrait chinois de Martine Pitou, responsable de la communication interne chez LEO Pharma à Vernouillet



**Vos principales sources d'inspiration ?**  
L'art et la nature.

**Le métier que vous auriez aimé faire ?**  
Styliste pour promouvoir une mode éthique et inclusive.

**Une citation que vous aimez vous répéter ?**

« La frivolité est la plus jolie réponse à l'angoisse » de Jean Coteau.

**Votre livre de chevet ?**

« Correspondance (1944-1959) » d'Albert Camus et Maria Casarès.

**Un hashtag ?**

#BienDansMaVille.

**Ce que vous recherchez le plus chez vos collaborateurs ?**

La curiosité.

**Votre talent caché ?**

L'écriture de sketches comiques, l'art de la dérision salvateur !

**Le Grépic, c'est... ?**

Un collectif de personnes au service de la santé et de la sécurité.

### L'IMT ouvre ses portes à Dreux en septembre 2021

L'ouverture d'un centre de formation par le Groupe IMT à Dreux (Eure-et-Loir), centré sur les métiers de production des industries de santé et cosmétique, est l'une des actions phares du contrat Territoires d'industrie « Pays de Dreux – Portes euréliennes d'Île-de-France », signé par l'État, la Région Centre-Val de Loire et les industriels représentés par le laboratoire pharmaceutique Ethypharm. Sur une surface d'environ 700 m<sup>2</sup>, il propose cinq espaces de formation : trois salles de formation, un atelier galénique pour la réalisation de travaux pratiques sur les procédés de fabrication pharmaceutique et cosmétique, ainsi qu'un atelier technologique en lien avec l'industrie du futur.

Dates de démarrage des premières sessions : TPCI en apprentissage (septembre 2021), TSPCI en apprentissage (octobre 2021), TMI et OTPCI (décembre 2021).

Contact : Hugues Delavernhe - dreux@groupe-imt.com

### NOMINATIONS

**Vincent Gatineau**  
Directeur de Delpharm Orléans

**Philippe Grandin**  
Directeur de Fareva Amboise

**Damien Dureau**  
Directeur Supply Chain de Recipharm

**Philippe Dumonet**  
DG France Sterigenics et directeur du site industriel de Rantigny (Oise)

### L'ACTUALITÉ DES SITES

#### Galien, vers la croissance externe

Galien LPS et Macors (groupe Galien) réalisent un chiffre d'affaires de 55 millions d'euros, en hausse de 10%, avec 550 personnes réparties sur quatre sites industriels (Sens, Nevers et deux à Auxerre) et des bureaux à Levallois-Perret, en région parisienne. « Nous avons choisi de nous positionner sur des formes complexes et spécifiques, » présente Damien Parisien, son CEO. Exemples : la forme orale lyophilisat avec les technologies LYOC® et LYODIS® à Nevers, le conditionnement à façon en blisters et piluliers à Sens, ou encore les sachets, les produits hautement actifs et les formes sèches type dragées à Auxerre. « Nous travaillons actuellement avec 55 clients actifs, de la big pharma à la PME, principalement sur du princeps, et vers 66 pays différents » continue-t-il. Ces trois dernières années, Galien a investi 20 millions d'euros pour rester à la pointe. La crise sanitaire a démontré son agilité pour accompagner ses clients sur les 25 médicaments d'intérêt thérapeutique majeur produits dans ses usines (anticancéreux, corticoïdes). « Nous sommes engagés dans l'amélioration continue pour renforcer nos technologies sur les différents marchés, et à terme, nous souhaitons faire de la croissance externe pour intégrer la technologie stérile à notre portefeuille » note-t-il. Du lyophilisé oral à l'injectable et au vaccin, il n'y a qu'un pas pour continuer de se différencier sur des technologies à forte valeur ajoutée.

#### Courts métrages primés sur le métier de soudeur

Les Laboratoires Expanscience ont participé à la réalisation d'un film pédagogique intitulé « L'orientation de mes rêves » à la demande de Ludovic Henry, leur inspecteur pression Apave et Gregory Boyot, leur coordinateur technique et anciens élèves du lycée Jehan de Beauce. Le sujet ? Montrer les anciens élèves et professionnels dans leur quotidien pour promouvoir et casser les préjugés sur le métier d'avenir de chaudronnier soudeur. Le scénario a été écrit par les élèves apprentis chaudronniers soudeurs de la filière professionnelle du lycée chartrain. La partie tournée sur le site d'Expanscience à Epernon met en avant le métier « d'expert soudage et inspecteur pression » chez Apave, parmi les nombreux débouchés qu'ouvre la filière. Chez Expanscience, les appareils sous pression servent à fabriquer des dermo-cosmétiques pour le soin de la peau des bébés. « Leur utilisation est soumise à une réglementation très stricte pour prévenir tout risque d'accident, note Gregory Boyot. Les contrôles périodiques par l'expert pression sont donc importants pour la sécurité des collaborateurs et le maintien de l'activité. » Au total, le lycée professionnel Jehan de Beauce a réalisé six courts métrage dont deux primés au concours « Je filme le métier qui me plaît ».



Gregory Boyot, coordinateur technique laboratoire Expanscience et Ludovic Henry, inspecteur service pression Apave, deux anciens élèves du Lycée Jehan de Beauce, aux côtés de Marc Lourdelle, professeur au Lycée Jehan de Beauce et Valérie Douhaud, responsable HSE d'Expanscience.